

Le Monde

5. 1. 2001

P. 1

Gerhard Schröder à mi-mandat

ACCÉLÉRER les réformes ou observer une pause ? La question que doit examiner le chancelier Gerhard Schröder à mi-mandat peut sembler surprenante : l'année 2000 a été celle des réformes et les Allemands en savent gré à leur chancelier, qui se porte à merveille dans les sondages.

Pourquoi changer une méthode qui gagne ? Selon l'institut Forsa, en cas d'élection directe du chancelier, M. Schröder recueillerait en effet 48 % et 45 % des voix contre 28 % et 31 % aux deux leaders de l'opposition, Angela Merkel et Edmund Stoiber. Le Parti social-démocrate (SPD) est crédité de 40 % des voix, contre 36 % aux chrétiens-démocrates, score excellent selon Manfred Güllner, patron de Forsa et proche de M. Schröder, pour un gouvernement à mi-mandat. Selon l'institut de recherche Forschungsgruppe Wahlen de Mannheim, 62 % des Allemands sont satisfaits du travail du gouvernement et seuls 17 % pensent que l'opposition chrétienne-démocrate ferait mieux, alors que la croissance revient et que le chômage n'est plus, selon Emnid, le premier souci des Allemands.

Cette année, M. Schröder est parvenu à faire sortir l'Allemagne de

la paralysie dans laquelle elle était embourbée depuis la fin du règne de Helmut Kohl. Sa principale réussite est d'avoir fait adopter en juillet la réforme fiscale, serpent de mer de la politique allemande, alors qu'il ne disposait pas de la majorité au Bundesrat, la Chambre représentante des Länder. Mais il a « acheté » les voix des régions pauvres, codirigées par l'Union chrétienne-démocrate (CDU), leur promettant en échange le soutien financier de l'Etat fédéral. Plus fondamentalement, à mi-mandat, l'opposition s'est trouvée bien en peine de s'opposer à une réforme qui allait, dès janvier 2001, alléger sensiblement la feuille d'impôt de tous les Allemands.

D'autres dossiers ont été débloqués : la réforme de la Bundeswehr a été commencée, même si l'on n'a pas osé supprimer la conscription ; le dossier du nucléaire qui risquait de miner la coalition SPD-Verts a été réglé politiquement, même si, dans la pratique, certaines centrales nucléaires continueront à tourner pendant encore une vingtaine d'années.

Arnaud Leparmentier

Lire la suite page 16

Le Monde
5.1.2002
p. 16

Gerhard Schröder à mi-mandat

Suite de la première page

Les petits cafouillages des derniers temps – démission des ministres de la culture et des transports, polémique sur les mesures compensatoires de la hausse des prix de l'essence – semblent surmontés.

Le chancelier donne cependant l'impression d'infléchir sa politique et de multiplier depuis quelques mois les gages aux syndicats et à la gauche du parti. A l'automne, il a torpillé un projet de libéralisation des heures d'ouverture de magasins initié par les Länder ; il a lancé une réforme de la loi sur la cogestion, augmentant les droits des salariés dans les PME, suscitant les hauts cris du patronat ; fin décembre, il a fait machine arrière sur le projet de réforme des retraites, contesté de tous bords, en particulier par les syndicats, renonçant à baisser autant que prévu le niveau des retraites par répartition. « Toutes les réformes sont arrêtées, les élections s'approchent et le chancelier vire à gauche, accusait début décembre le magazine Stern. Pour la clientèle du SPD, le chef du parti fait des cadeaux et des interventions dignes d'Oskar » [Lafontaine], l'ancien président du SPD, rival de M. Schröder.

Il est pour l'heure difficile de savoir s'il s'agit seulement de gages ou d'un réel infléchissement politique. Certes, la réforme des retraites, dernier gros dossier de la législature, sera sans doute moins libérale que prévu, le chan-

celier n'étant pas parvenu à passer en force contre les syndicats. Mais la reculade concerne l'après-2010, et le chancelier n'a pas renoncé à l'essentiel : créer des fonds de retraite par capitalisation, dans lesquels les salariés pourront investir jusqu'à 4 % de leur salaire. Il avait agi de même pour la réforme du code de la nationalité, début 1999, renonçant à accorder la double nationalité aux étrangers. Mais à se concentrer sur cet abandon, les Allemands n'avaient pas vu que l'essentiel avait été préservé avec l'introduction d'une dose de droit du sol.

Tactiquement, M. Schröder ne veut pas, il est vrai, lancer de trop grandes réformes en fin de mandat : il a en mémoire l'expérience de Helmut Kohl, qui avait commis l'erreur de lancer ses réformes trop tard, en deuxième moitié de sa dernière législature, et s'était fait torpiller par l'opposition. Sur le fond, le chancelier veut éviter de se couper de la population comme l'avait fait son prédécesseur.

Son obsession est d'« emmener avec lui » les Allemands sur la voie des réformes. Il est tiraillé entre ses réflexes consistant à coller aux peurs des Allemands – flattant une population inquiète, le ministre-président de Basse-Saxe avait exigé en 1997 que l'on mette « les criminels étrangers dehors et vite », et qualifié en 1998 l'euro d'« enfant chétif et prématuré » – et son expérience de chancelier, qui lui a appris que la fermeté pouvait payer et que la population voulait qu'il dirige le pays. Il sait qu'il a dû sa survie politique à sa détermination à imposer le plan d'austérité de son ministre des finances Eichel en 1999, alors

vivement contesté dans les rangs du SPD, au lendemain de la démission du keynésien Oskar Lafontaine.

Aujourd'hui, le SPD semble trouver que la barque est déjà très pleine. En 2002, année des législatives, la population va devoir échanger ses deutschemarks contre des euros, accepter une loi sur l'immigration annoncée par M. Schröder, alors que le débat sur l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Est battra son plein.

PARLER AU CŒUR DES MILITANTS

Et, à la différence des élections de 1998, le modernisateur Schröder, devenu entre-temps patron du SPD, aura aussi à jouer pendant la campagne électorale le rôle qui avait été celui d'Oskar Lafontaine en 1998 : parler au cœur des militants. M. Schröder doit aussi ménager les caciques du parti, qui pensent à leur réélection : après neuf mois sans scrutin – un exploit pour ce pays où l'on vote sans cesse –, les Allemands sont de nouveau appelés aux urnes, fin mars, en Rhénanie-Pala-

tinat et dans le Bade-Wurtemberg. Mais les Verts, aiguillon libéral du gouvernement, veulent empêcher tout assouplissement du chancelier. Selon leur coprésident, Fritz Kuhn, « le gouvernement ferait une erreur gigantesque s'il faisait maintenant une pause dans les réformes ». M. Güllner, de l'institut de sondages Forsa, estime lui aussi que la population ne veut pas moins, mais plus de réformes.

Pour preuve la gauche allemande a perdu toutes les élections régionales de 1999 parce que M. Schröder n'entreprenait pas les réformes promises. Le SPD n'est parvenu à conquérir le pouvoir en 1998, après seize années d'opposition, que parce que Gerhard Schröder a su conquérir l'électorat centriste. Et celui-ci ne lui sera acquis que s'il continue de moderniser fermement l'Allemagne. Mais il ne faut pas non plus désespérer les camarades : c'est ainsi qu'il faut sans doute comprendre le léger virage à gauche actuel.

Arnald Leparmentier

L'arrivée de la Grèce ne bouleversera pas l'Union monétaire

La BCE demande à Athènes de mettre en œuvre de nouvelles réformes structurelles

FRANCFORT

de notre correspondant

Un grand pas pour la Grèce, un petit bon pour l'Union monétaire : l'élargissement de la zone euro est une première depuis l'avènement de la monnaie unique, en janvier 1999. Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne (BCE), n'a pas boudé son plaisir, mi-décembre, en commentant l'événement. Le nouveau venu permet à l'Union monétaire de démontrer qu'elle est susceptible de s'élargir, alors que les autres candidats naturels à l'euro - Grande-Bretagne, Suède et Danemark - semblent avoir du mal à surmonter leurs réticences.

Toutefois, le président de la BCE a laissé entendre que l'enjeu principal de cette adhésion concernait moins l'union que la Grèce elle-même : « C'est en effet un moment historique. Il est à la fois très satisfaisant et gratifiant pour un membre de l'Union européenne d'être capable de remplir tous les critères relatifs à l'entrée dans la zone euro. Nous devons reconnaître que la Grèce a fait de grands et louables efforts pour atteindre ce palier. »

De fait, l'adhésion de la Grèce, l'éternelle lanterne rouge des Quinze, ne devrait pas changer grand-chose pour l'Union monétaire, et ne risque pas de déséquilibrer l'édifice. L'économie du nouveau promu représente moins de 2 % de celle de la zone euro, sa population, 3 %. Le poids de la pénin-

sule hellénique sera comparable à celui du Portugal.

Le gouverneur de la Banque centrale grecque, Loucas Papademos, qui siégera au conseil de la BCE, est précédé d'une réputation de rigueur à la hauteur des progrès réalisés par son pays ces dernières années. C'est lui, entre autres, qui a piloté d'une main de fer le spectaculaire recul de l'inflation, passée de 20 % en 1990 à 2,7 % en 2000, tout en stabilisant la monnaie nationale, la drachme.

C'est lui aussi qui a supervisé l'ultime étape de rapprochement avec l'Union monétaire, réduisant par étape le niveau des taux d'intérêt, pour les faire converger avec ceux de la zone euro. L'orthodoxie de M. Papademos ne devrait pas faire fausse note au sein d'un conseil des gouverneurs où il vient renforcer le poids des « petits pays », dont la croissance et le niveau d'inflation, à l'instar de l'Irlande, sont au-dessus de la moyenne.

Néanmoins, la Grèce est attendue au tournant. Son adhésion a suscité des vagues chez certains experts, en particulier du côté de la Bundesbank allemande, où l'on n'est pas toujours convaincu par les efforts consentis par Athènes. « Les marchés financiers ont perçu négativement le fait que les critères de convergence n'aient été remplis que de justesse », observe Christoph Hausen, économiste de la Commerzbank, à Francfort. Si le déficit budgétaire a culminé à

1,6 % du PIB en 1999, année de référence pour l'adhésion, soit en deçà du seuil limite de 3 %, l'endettement public représentait encore 104,4 % du PIB, largement au-delà des 60 % fixés par le traité de Maastricht. Le rapport de convergence publié par la BCE en mai 2000 adressait une mise en garde voilée à Athènes. Saluant les progrès accomplis, la BCE avait souligné qu'« il est particulièrement important que la Grèce consente des efforts permanents en vue de favoriser la stabilité durable des prix ».

Le regain de force de la monnaie unique enregistré depuis quelques semaines ne devrait pas être menacé

M. Duisenberg estime d'ailleurs que le douzième pays de l'euro « continue d'avoir beaucoup de travail à faire ». La BCE a d'ores et déjà appelé Athènes à mettre en œuvre de nouvelles réformes structurelles pour accompagner son adhésion à l'euro. Du côté de Francfort, on craint que la stabilisation des prix ne soit due qu'à des facteurs temporaires. L'inflation grecque a en effet connu une vive

poussée de fièvre dans le courant de l'année 2000, pour remonter à 4,2 % en rythme annuel en novembre.

Trois types de raisons expliquent ces tensions. L'effet des réductions d'impôts, et certains accords passés avec les milieux d'affaires pour stabiliser les prix ont tout d'abord tendance à s'estomper. La Grèce serait ensuite plus sensible que ses partenaires à l'envolée des prix énergétiques. Enfin, le mouvement de baisse des taux d'intérêt, qui s'est achevé, mercredi 27 décembre, avec l'adoption des taux en vigueur dans la zone (4,75 %) empêche de contrecarrer les tensions à la hausse des prix.

Toutefois, vu le poids économique de la Grèce, l'optimisme domine. Le regain de force de la monnaie unique enregistré depuis quelques semaines ne devrait pas être menacé par ce premier élargissement. « Le seul risque pour l'euro et la stabilité économique de la zone serait celui d'une instabilité politique en Grèce, ce qui n'est actuellement pas le cas », indiquait récemment Marc Touati, économiste de Natexis/Banques populaires. L'adhésion représente néanmoins un défi d'envergure pour le gouvernement d'Athènes qui perd ainsi, comme tous les membres de l'union, la possibilité de jouer sur la politique monétaire et les taux de change pour stimuler la machine économique.

Philippe Ricard

Le Monde
5.1.2002
p. 3